



Liminaire CDAS

-----

Bonjour à tous,

Pour la CGT, tout ce qui peut s'apparenter à un palliatif à la mauvaise paye a tendance à nous faire hausser les sourcils.

L'idéal étant pour nous que les travailleurs soient rémunérés suffisamment pour pouvoir vivre dignement, eux et leurs proches, et s'offrir *l'indispensable superflu* qui va être au coeur de nos échanges.

Le CDAS existe, et nous essayons d'y travailler le mieux possible depuis des années ; Valérie en étant l'un des piliers.

N'étant personnellement pas accoutumé aux CDAS, j'ai posé un œil (refait à neuf), sur les divers documents transmis

Nous en reparlerons, mais de prime abord, je suis assez étonné de certaines disparités entre les bénéficiaires, disparités que je finirai sans doute par comprendre (ou pas).

De même, si je devais tout de suite vous faire une remarque très personnelle et donc provocatrice concernant les choix proposés, j'oserai peut-être remarquer un certain renoncement à cette belle idée de gauche qu'est l'éducation populaire.

Un vieil idéal qui consistait à extraire le consommateur de la consommation pour lui proposer de s'approprier activement la culture, non pas en suivant une visite guidée ou en déambulant de-ci, de-là, mais par le biais d'une initiation collective à des sujets auxquels il ne pensait jamais être en mesure de s'intéresser.

En dehors du rappel de cette vieille utopie, je voudrais saluer la présence d'un assistant social parmi nous.

Nous savons que, son planning et la charge de plusieurs administrations, ne lui permettra absolument pas de travailler dans de bonnes conditions. Cependant, nous revenons de loin puisque nous n'avions plus d'assistant social dans le département.

Le social est encore un de ces secteurs (à l'instar de la DGFIP) qui ne tient que par l'abnégation du personnel qui le compose, mais qui finira par ne plus pouvoir recruter personne tant les salaires sont sans rapport avec l'engagement et la quantité de travail qu'exigent ces métiers.

De même, comme nous habitons sur des « territoires » oubliés de la république, le médecin de prévention est ici régional, inatteignable et seulement joignable par mail ou téléphone mais jamais on ne le voit.

Pourtant, les agents de terrain, comme ceux de la BDV devraient faire l'objet d'une visite médicale annuelle, et les autres tous les cinq ans.

Depuis quand n'avons-nous plus vu de médecin du travail dans nos murs ? Et pour certains agents, depuis quand n'ont-ils plus vu de médecins dans leurs vies ?

Il y a 7 millions de Français sans médecin aujourd'hui et 20 millions dans 5 ans.

Pour ceux-là la médecine du travail pourrait jouer un rôle de premier plan mais elle ne le fait pas.

Ce scandale illustre une nouvelle fois la destruction en cours des services publics et la tiers-mondisation de la province qu'on ne nomme plus, par peur de l'évoquer.

Elle est devenue un «territoire », un désert, une *terra incognita* où les habitants vivent oubliés et se débrouillent ; de plus en plus seuls.

Espérons que nous puissions les aider un peu à notre échelle.

Les représentants CGT

-----

Valérie Varga

et Alexandre Parrot